Juge Napolitano : retombées des élections de mi-mandat et débâcle de Trump et d' America First

Le juge Andrew Napolitano est un ancien juge de la Cour supérieure du New Jersey et l'animateur de Judging Freedom with Judge Napolitano. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Présentation du juge Andrew Napolitano et de la question des élections de mi-mandat 01:07 Napolitano interprète le scrutin comme un désaveu de Trump 05:28 Comment le contrôle du Congrès pourrait limiter la marge de manœuvre de Trump 09:05 Des coupes budgétaires pourraient-elles offrir une issue à la guerre en Iran ? 11:47 Un possible compromis sur la politique au Moyen-Orient et en Ukraine 14:55 Pourquoi Napolitano estime que la politique « America First » n'a pas tenu ses promesses 18:16 Qui dirige réellement la politique étrangère américaine ? 21:18 L'étendue du pouvoir des services de renseignement et leur obligation de rendre des comptes 24:25 Les agences de renseignement et le complexe militaro-industriel 30:42 Trump, les dossiers JFK et la question sans réponse de l'identité de « ils »

#Glenn

Heureux de vous retrouver, toutes et tous. Nous sommes aujourd'hui le quatre novembre deux mille vingt-six, et nous avons le grand privilège de recevoir le juge Andrew Napolitano, ancien magistrat, avocat, spécialiste du droit, auteur et commentateur politique. Je pense que la plupart des gens le connaissent comme ancien juge à la Cour supérieure du New Jersey ou comme analyste sur Fox News. D'autres le connaissent sans doute grâce à son excellent podcast, Judging Freedom. J'ai mis un lien dans la description, alors n'hésitez pas à le suivre. Merci d'être avec nous.

#Judge Napolitano

Eh bien, c'est un plaisir d'être avec vous, Professeur. Merci de m'avoir invité.

#Glenn

Vous venez donc d'avoir les élections de mi-mandat, et je pense qu'on peut dire sans trop se tromper qu'elles ont infligé une sanction tout à fait prévisible au Parti républicain. Beaucoup y voient essentiellement un référendum sur Donald Trump. Je me demandais toutefois quelles leçons vous

tirez de ce référendum, tant sur l'état de la démocratie que sur la place des États-Unis dans la politique mondiale ?

#Judge Napolitano

Professeur Diesen, je pense qu'il s'agit d'un désaveu personnel de Donald Trump, de sa corruption, de sa dépravation et de son incompétence, d'une ampleur monumentale que même lui, ses plus proches conseillers et ses sondeurs n'avaient jamais anticipée. Cela a provoqué une recomposition des électorats des deux partis. Les informations qui nous parviennent ce matin montrent qu'un nombre immense, vraiment immense, de jeunes, dont beaucoup faisaient partie du mouvement MAGA, « Make America Great Again », qui l'a soutenu lors de ses trois candidatures à la présidence, l' ont complètement abandonné et ont voté pour les démocrates. Non pas parce qu'ils sont soudain devenus des gens de gauche, des progressistes ou des militants de la gauche radicale, mais parce qu' ils en ont assez de la guerre en Iran, de ses effets sur l'économie américaine et de l'indifférence de Trump face à ces effets.

Je crois que la victoire démocrate a été si écrasante qu'elle va infliger aux républicains un revers dont les effets dureront probablement au-delà de la vie de Donald Trump, et à plus forte raison de sa présidence. Il leur faudra sans doute quinze ou vingt ans pour s'en remettre. Quand le dépouillement sera terminé, les démocrates contrôleront probablement le Sénat des États-Unis avec cinquante-cinq sièges contre quarante-cinq, ou cinquante-quatre contre quarante-six, soit un changement important d'environ dix voix. À l'heure actuelle, c'est cinquante-trois contre quarante-sept, les démocrates ayant quarante-sept sièges. À la Chambre des représentants, qui compte quatre cent trente-cinq sièges, les démocrates finiront probablement avec deux cent cinquante-cinq sièges, et les républicains avec cent soixante-dix. L'histoire nous apprend que si un parti…

#Judge Napolitano

Avec moins de deux cents sièges à la Chambre des représentants, ils ne peuvent vraiment rien accomplir, parce qu'ils sont largement minoritaires, non seulement lors des votes en séance, mais aussi dans les commissions et les sous-commissions. À cela s'ajoute le pouvoir d'assignation dont les démocrates disposeront désormais à la Chambre et au Sénat pour enquêter sur pratiquement tout ce qui concerne la présidence de Trump. Ils peuvent saisir ses comptes bancaires. Ils peuvent le contraindre à expliquer comment il a gagné ses deux milliards de dollars, et de qui il les a obtenus. Ils peuvent interroger ses banquiers et ses comptables. Ils peuvent faire la même chose avec ses enfants, son gendre et ses autres associés. Ils peuvent le faire avec Kushner et Witkoff. Ils peuvent le faire avec le secrétaire au Commerce, qui s'est vanté d'avoir gagné un milliard et demi de dollars pendant les deux années où il occupait ce poste.

J'espère qu'ils ne lanceront pas de procédure de destitution contre lui, parce que ça provoquerait une folie collective et un retour de bâton. Mais je pense qu'ils vont commencer progressivement, en s'attaquant aux membres de son cabinet. Le premier sera probablement mon ancien collègue de

Fox, aujourd'hui secrétaire à la Défense, qui se fait appeler secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth. Il sera accusé de crimes de guerre : avoir tué en haute mer des innocents qui se trouvaient à bord de bateaux. Pardon, ma réponse est très longue. C'est un véritable désastre pour la présidence de Trump. Depuis ce matin, c'est un président en fin de course, et il doit être très malheureux. Tellement malheureux qu'à huit heures trente ce matin, heure de la côte Est, il a publié une photo de lui penché sur son bureau, l'air renfrogné, avec cette simple phrase : « Je suis toujours le président des États-Unis, Donald J. Trump. Merci d'en prendre note. » C'est la manifestation d'un état d'esprit qui ne parvient pas à saisir la gravité de ce qui vient de se passer.

#Glenn

Mais quel impact cela aura-t-il sur Trump, selon vous ? Parce que, vous savez, ça pourrait aller dans les deux sens. D'un côté, quand on regarde comment fonctionne le système américain de contre-pouvoirs, ce genre de situation limiterait normalement beaucoup la marge de manœuvre du président. De l'autre, c'est aussi un président qui s'est défini par sa force. C'est comme ça qu'il entendait rendre sa grandeur à l'Amérique et enrayer son déclin. Il y a donc aussi des raisons de penser que cela pourrait le rendre encore plus incontrôlable. Ou est-il trop tôt pour dire quelle direction il pourrait prendre ?

#Judge Napolitano

Eh bien, quand il est devenu évident que les démocrates allaient contrôler les deux chambres du Congrès, même si on ne connaissait pas encore les chiffres — il était vingt-deux heures trente hier soir —, il a accepté un appel du New York Times et leur a accordé une interview d'environ quinze minutes. Et les journalistes qui l'ont interrogé ont rapporté dans le Times qu'il avait dit qu'il travaillerait avec les démocrates. Je ne crois pas que ça va se produire. Je le connais bien, tant sur le plan personnel que professionnel, pour l'avoir côtoyé pendant toutes ces années où il intervenait sur Fox et où j'y travaillais. Et de là où je l'observe aujourd'hui, je vois à quel point il est obsédé par cette idée de montrer sa force personnelle. Je pense qu'il essaiera de faire tout ce qu'il peut par voie de décisions de l'exécutif. Alors, à un moment donné — pas encore, parce qu'ils ont tout de même adopté un budget qui est entré en vigueur le premier octobre de cette année…

Ça prend fin le trente septembre deux mille vingt-sept. À un moment donné, il devra se tourner vers les démocrates pour obtenir de l'argent. Et une chose que le Congrès pourrait faire, et qu'il sait très bien faire, c'est ne rien faire. Rien. S'ils ne votent pas de budget, il ne peut pas dépenser un centime. Ou alors, ils pourraient glisser une clause empoisonnée dans la loi d'autorisation de la défense, à laquelle il ne peut pas opposer son veto. Enfin, légalement, il pourrait le faire, mais ce serait catastrophique s'il coupait le financement du département de la Défense. Si cette clause imposait le retrait de toutes les troupes et de tout le matériel militaire du Moyen-Orient dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de cette loi, il violerait probablement la loi, mais il subirait une pression énorme pour s'y conformer. Écoutez, la loi, il s'en fiche.

Il a promulgué la loi Lindsey Graham deux semaines après la mort du sénateur Graham. Cette loi interdisait toute aide à la Russie et rendait les sanctions permanentes. Une semaine plus tard, il avait conclu un accord — par une poignée de main, une poignée de main symbolique, puisqu'ils n'étaient pas dans la même pièce — avec le président Poutine. Cet accord prévoyait que les géants pétroliers russes vendent du diesel aux géants pétroliers américains, qui n'en ont pas besoin. Dans le même temps, la CIA américaine montre aux Ukrainiens comment bombarder les raffineries russes. Ça ne s' invente pas, mais c'est la situation qu'il a créée. Ce que je veux dire, c'est qu'il n'a pas sourcillé à l' idée de violer la loi, cette loi Lindsey Graham. Pourtant, engager des dépenses qui n'ont pas été autorisées, c'est une violation flagrante, non seulement de la loi, mais aussi de la Constitution. Il pourrait très bien se retrouver en difficulté devant les tribunaux fédéraux.

#Glenn

Je me disais quand même que ça pourrait offrir à Trump une porte de sortie au Moyen-Orient. Autrement dit, s'il cherche un moyen de sauver la face, il peut, en gros, affirmer, comme il ne cesse de le faire, qu'il a déjà gagné la guerre. S'ils coupent les financements, alors ce sont les démocrates qui auront, en somme, privé l'Amérique d'une victoire.

#Judge Napolitano

Très juste, Glenn. Si les démocrates refusent de financer la guerre, ils lui offrent en fait une porte de sortie, une porte de sortie politique. Les Iraniens, bien sûr, s'en réjouiront. Il pourra clamer tant qu'il voudra qu'il a gagné la guerre. Le reste du monde saura que ce n'est qu'une manœuvre politicienne, mais ce sera une porte de sortie. J'espère, comme vous, je crois, et comme la plupart des gens qui nous regardent, qu'il respectera tout simplement le document qu'il a signé, le protocole d'accord, que les Iraniens ont répété à maintes reprises qu'ils respecteraient. Et dès qu'il commencera à le respecter, le détroit d'Ormuz sera ouvert dans les quarante-huit heures. Je ne sais pas où tout cela va nous mener.

La dernière manœuvre de Benjamin Netanyahu — c'est à la une du New York Times de ce matin —, c'est d'affirmer que l'Iran possède des armes chimiques. Or, la CIA a dit à Trump que ce n'était pas le cas. Et la plupart des gens réagissent comme vous quand je vous ai dit que c'était ce qu'affirmait Netanyahu. Personne ne prend ça au sérieux, à part Netanyahu et le Mossad, qui font à peu près ce qu'ils veulent de Trump. Jusqu'où ça ira, je n'en sais rien. Comme vous le savez, le jour des élections, il a déclaré, sans prévenir les Israéliens qu'il allait le faire, que les États-Unis commenceraient à réduire progressivement leur aide à Israël. Eh bien, ici, personne ne prend ça au sérieux.

Je ne sais pas quel effet cela aura sur la capacité de Netanyahou à former un nouveau gouvernement. J'espère qu'il échouera, même si Gadi Eisenkot ne sera pas beaucoup mieux. Au moins, on sera débarrassés de ce monstre, avec tout ce qu'il a fait ces trente dernières années. Mais ça vous montre à quel point il est désespéré. Quand il est désespéré, il a des moyens de pression

sur le président Trump. Et c'est un danger, Glenn. Trump n'aura plus jamais à se présenter devant les électeurs. Et son parti non plus, tant qu'il sera président. Il a presque les mains libres pour faire tout ce qu'il veut, c'est-à-dire tout ce que veut Netanyahou.

#Glenn

J'allais dire que Netanyahou comme Trump se trouvent en ce moment dans une situation un peu désespérée, et ce n'est pas vraiment la situation dans laquelle on voudrait voir les dirigeants d'Israël et des États-Unis. Mais, selon vous, comment la politique étrangère américaine va-t-elle évoluer dans l'ensemble sur ces questions ? Plus précisément, en ce qui concerne ses guerres, parce que, de toute évidence, les démocrates semblent vouloir réduire l'ampleur de la guerre contre l'Iran, voire y mettre fin. Mais pour ce qui est de la guerre contre la Russie, ils semblent au contraire vouloir l' intensifier. Exactement. Vous attendez-vous à des changements majeurs ?

#Judge Napolitano

Eh bien, je m'attends à ce qu'on cherche à élaborer un compromis : les États-Unis cesseraient leur aide à Israël et retireraient leurs troupes du Moyen-Orient, mais reprendraient leur aide directement à Zelensky. Ce sera ça, le compromis. Trump devra se boucher le nez et s'y résoudre. Je dis « se boucher le nez » parce que, comme vous le savez, nous en avons déjà parlé, vous et moi : il a appelé Zelensky à quitter le pouvoir. Je ne pense pas que le Kremlin croie quoi que ce soit de ce que dit Trump. C'est la conclusion que je tire des entretiens que j'ai moi-même menés avec le ministre des Affaires étrangères Lavrov, à l'antenne comme en privé, en tête-à-tête.

Je pense que le Kremlin estime que rien ne peut changer concrètement dans les relations entre les États-Unis et la Russie tant que Trump est au pouvoir et qu'on n'a pas retrouvé une diplomatie normale, avec de vrais diplomates, au lieu de nous envoyer deux escrocs. Et « escrocs », c'est le mot du ministre des Affaires étrangères Lavrov — vous m'avez déjà entendu l'utiliser —, c'est ainsi qu'il a désigné Witkoff et Zelensky. Alors, cela pourrait entraîner un changement : reprendre la russophobie, cette folie qui consiste à financer l'Ukraine, mais foutre le camp du Moyen-Orient.

#Glenn

Donc, à mon avis, ce n'est pas vraiment un choix entre la guerre et la paix. C'est un peu comme avant, quand on se demandait, vous savez, sur quelle guerre se concentrer : l'Afghanistan ou l'Irak ? Maintenant, c'est la Russie ou l'Iran. Voilà.

#Judge Napolitano

Enfin, Trump a des idées folles sur la guerre. L'autre jour, il a dit : « J'aurais pu gagner la guerre en Afghanistan en une semaine. » Mais de quoi parle-t-il ? Il était président des États-Unis pendant les quatre dernières années de cette guerre. Ensuite, il a dit qu'il aurait pu gagner la guerre du Vietnam

en une semaine, ce qui a fait hurler de rire les anciens combattants du Vietnam. Il ne sait absolument pas de quoi il parle. Puis il a dit : « On aurait dû bombarder Hô Chi Minh-Ville. » Sauf que Hô Chi Minh-Ville, c'est Saïgon, qui était de notre côté pendant la guerre du Vietnam. Donc, sur des sujets qu'un président est censé connaître, ses connaissances sont terriblement, terriblement lacunaires.

#Glenn

Oui, c'est un peu effrayant, en fait. Mais je me demandais : comment a-t-il pu se retrouver dans cette situation ? Parce qu'il avait réussi le plus grand retour de l'histoire américaine, un retour absolument spectaculaire. Et il avait fait campagne sur le thème de « l'Amérique d'abord ». Il allait mettre fin à toutes ces guerres sans fin au Moyen-Orient. Il allait mettre fin à la guerre avec la Russie. Et, oui, comme vous l'avez dit, il n'a pas vraiment mis fin à la guerre avec la Russie. Il n'a pas mis fin aux guerres sans fin au Moyen-Orient. Au lieu de ça, il se complaît dans l'idée fantaisiste qu'il aurait pu mettre fin à la guerre du Vietnam, alors qu'il lui manque beaucoup de connaissances de base sur le sujet. Mais pourquoi ? Pourquoi pensez-vous que cette politique de « l'Amérique d' abord » a échoué ?

#Judge Napolitano

Je pense qu'il y a deux explications possibles. Elles peuvent toutes les deux entrer en jeu, ou ce peut être l'une ou l'autre. La première, c'est que les dossiers Epstein contiennent des preuves très accablantes sur son comportement personnel, qui remonte à de nombreuses années, et qu'Epstein lui-même, avant sa mort, évidemment, les a communiquées à ses amis du Mossad. C'est une épée de Damoclès au-dessus de sa tête. Je ne sais pas si c'est vrai. Évidemment, je n'ai pas vu ces éléments. L'autre explication, c'est qu'il est redevable au lobby israélien aux États-Unis. La docteure Adelson — elle est médecin, c'est l'épouse du défunt Sheldon Adelson — a financé un très grand nombre de campagnes républicaines, et la sienne n'était pas des moindres.

Alors, il a dépensé un milliard de dollars. Elle n'a donné que cent millions de dollars, mais c'était quand même le don le plus important versé à sa campagne. La troisième raison — j'avais dit qu'il y en avait deux —, c'est qu'il s'est entouré de russophobes et de néoconservateurs, tous sans exception, à part le vice-président. Et ce sont ces gens-là qu'il écoute. Son chef de cabinet est l' ancien directeur de campagne de Benjamin Netanyahu. Donc, tous ceux qui lui murmurent à l'oreille, à l'exception du vice-président Vance, lui soufflent toute cette propagande prosioniste. Et il y a succombé. Voilà donc les trois raisons qu'on évoque ici, aux États-Unis.

Je ne sais pas si toute l'affaire Epstein finira un jour par être révélée. Et l'AIPAC dit qu'il ne soutient plus de candidats politiques. Ça n'a aucun sens. Ils ont injecté énormément d'argent dans sa campagne, et il leur est clairement redevable. Son gendre est juif. Ses petits-enfants sont juifs. Il est terrifié à l'idée d'être traité d'antisémite, ce qui, bien sûr, est l'étiquette qu'on vous colle quand vous vous opposez au régime de Benjamin Netanyahu. Ça n'a rien à voir avec ce que vous pensez du

peuple juif. Mais c'est leur technique. Et il est tout simplement terrifié à l'idée d'être présenté comme ça.

#Glenn

Au-delà des dossiers Epstein et du lobby israélien — enfin, ce n'est pas seulement un lobby, c'est directement Netanyahou —, quelle influence ont, selon vous, le Pentagone, les services de renseignement, les industriels de la défense ou, vous savez, les puissants groupes d'intérêts ? Parce qu'avec l'élection, on assiste en ce moment à un énorme basculement du pouvoir, mais où se décide réellement l'orientation stratégique des États-Unis ?

#Judge Napolitano

Vous savez, quand vous serez dans mon émission, demain, je crois, je vais vous demander : qui dirige la politique étrangère américaine, le président ou les services de renseignement ? Et voilà que c'est vous qui me posez la question. Vous savez, les services de renseignement sont hors de contrôle, Glenn, et ça dure depuis de très, très nombreuses années. Le président des États-Unis qui a créé cette agence de renseignement, Harry Truman — un personnage condamnable, à mes yeux, parce qu'il a largué deux bombes nucléaires sur le Japon —, a dénoncé l'agence qu'il avait créée avant de mourir, quand il a appris qu'elle ne se contentait pas d'espionner, mais qu'elle menait aussi des opérations clandestines.

Vous et moi avons évoqué plus tôt dans cet entretien le fait que, pendant que les États-Unis achètent du pétrole à la Russie, la CIA montre aux Ukrainiens comment tuer des Russes et détruire des biens russes. La CIA est une entité à part entière. Elle dispose de sources de financement en dehors du budget de l'État fédéral, ce qui est illégal et contraire à la Constitution. Une loi fédérale interdit précisément cela : que des personnes travaillant pour le gouvernement reçoivent des fonds provenant d'autres sources que le gouvernement pour accomplir des missions gouvernementales ou agir au nom du gouvernement. C'est une armée privée. Elle est profondément impliquée en Ukraine, aux côtés du MI6.

Et Trump ne peut vraiment pas faire grand-chose pour les arrêter. S'il essaie vraiment de les arrêter, il ne sait probablement même pas comment s'y prendre. Il faudrait qu'il limoge les hauts responsables de la CIA, ainsi que ceux de l'échelon juste en dessous. Limoger le directeur de la CIA ne changera rien. L'actuel directeur de la CIA est un politicien de bas étage, un ancien procureur fédéral et élu du Texas au Congrès, qui est totalement à la botte des hauts responsables de carrière de la CIA, du Mossad et du MI6. Je ne sais même pas si Trump saisit tout ça. Si Trump quittait ses fonctions, je pense que J. D. Vance — je ne suis pas un de ses admirateurs, mais je le crois assez intelligent pour comprendre tout ça — saurait comment démanteler ce système.

#Glenn

Donc, oui, j'ai parlé à John Kiriakou, l'ancien chef de la lutte antiterroriste à la CIA, qui a révélé le recours à la torture par simulation de noyade et a fait de la prison pour ça. Et il a aussi souligné que la CIA avait toujours eu de graves problèmes. Mais après le onze septembre, elle est devenue totalement incontrôlable, parce qu'elle n'avait plus de comptes à rendre et, bien sûr, qu'elle était devenue une armée à elle seule. Mais est-ce que vous pensez que J. D. Vance, s'il était le prochain à représenter les républicains, serait quelqu'un qui, vous voyez, s'attaquerait à ce problème ?

#Judge Napolitano

Vous savez, si j'ai mentionné le nom du vice-président Vance, c'est uniquement parce qu'il est vice-président. Il fait partie des perdants d'hier, parce qu'il n'a pas réussi à faire gagner son camp dans son propre État, l'Ohio, un État républicain par excellence, au cœur de l'Amérique. L'autre État républicain par excellence, le Texas, est lui aussi passé aux démocrates. Mais dans l'Ohio, c'est le candidat démocrate qui a remporté le poste de gouverneur, et c'est aussi le candidat démocrate qui a remporté l'ancien siège de Vance au Sénat américain. Donc, ce matin, il accuse le coup. Petite parenthèse : quelqu'un d'autre qui accuse le coup, c'est Trump. On a du mal à l'imaginer souffrir financièrement. Elon Musk a injecté deux cent soixante-quinze millions de dollars après impôts dans la campagne au Texas, donc, de toute évidence, il n'est pas content ce matin. Mais Vance a subi un revers considérable.

Alors, je ne sais pas s'il sera le candidat républicain. Je ne sais pas si ce sera lui, Marco Rubio, Chris Christie ou quelqu'un d'autre auquel on ne pense même pas en ce moment. Mais quel que soit le candidat, enfin, à moins d'être George H. W. Bush, qui a dirigé la CIA, qui connaissait tous ces hauts responsables, qui savait tout ce qu'ils faisaient, qui savait qui renvoyer et qui garder, qui savait qui appeler au téléphone… À moins de connaître aussi bien le milieu du renseignement, ce qui n'a jamais été le cas d'aucun président américain, à l'exception de George H. W. Bush, et que Donald Trump connaît moins bien que tout autre président américain, parce qu'il n'aime pas lire et qu'il n' aime pas écouter les briefings…

On ne les arrêtera pas. Maintenant, si le Congrès leur coupait les financements, ce serait une crise très grave pour eux. Mais je ne sais pas si ça arriverait, parce que les services de renseignement ont beaucoup de dossiers compromettants sur de nombreux membres du Congrès. C'est pour ça qu'ils reçoivent toujours plus d'argent. Et tout ça échappe à tout contrôle et c'est anticonstitutionnel. Je dis anticonstitutionnel parce que la Constitution américaine stipule qu'aucune somme ne peut être prélevée sur le Trésor public sans que cette dépense soit consignée dans un registre public.

#Glenn

Où est le registre qui consigne les dépenses de la CIA ?

#Judge Napolitano

Si ça existe, c'est sous clé quelque part, et le président n'a pas la clé.

#Glenn

Mais au-delà de la CIA, est-ce que ce n'est pas un problème que l'appareil permanent de sécurité nationale ait, au fond, développé, je dirais, des intérêts institutionnels et économiques à entretenir la confrontation militaire ? Je veux dire, même si ce n'était pas Trump, ça doit être difficile d'être un président qui œuvre pour la paix quand autant d'intérêts économiques se sont constitués autour des structures du renseignement et, bien sûr, de la guerre. On cite souvent le discours d'adieu d' Eisenhower sur le complexe militaro-industriel. Mais même George Kennan a écrit un livre — je crois qu'il est sorti en mille neuf cent quatre-vingt-sept — et c'était intéressant : il y défendait, en substance, l'idée que même si l'Union soviétique sombrait dans la mer demain, il nous faudrait très vite inventer un nouvel ennemi, tant une grande partie de l'économie en dépend.

#Judge Napolitano

Oui, vous avez raison à cent pour cent. Et tout ça, en grande partie — là, je joins les doigts devant mon visage —, c'est un amalgame entre la communauté du renseignement et le complexe militaro-industriel. Ils se nourrissent l'un de l'autre. Et il n'y a pas que la CIA. Il existe dix-sept agences de renseignement connues, officiellement autorisées et créées par la loi. Il y en a probablement d' autres dont nous ignorons l'existence, mais il n'y a pas que la CIA. D'autres agences de renseignement sont également en cause à cet égard, et elles sont liées à des services de renseignement étrangers. Vous le savez aussi bien que moi, sinon mieux : la CIA et le MI6 travaillent main dans la main. Et la CIA travaille souvent main dans la main avec le Mossad.

Et le MI6 travaille souvent main dans la main avec le Mossad. Ensuite, il y a les Five Eyes — E-Y-E-S —, qui regroupent les pays anglophones : les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Australie, qui sont tenus par la loi de partager leurs renseignements. Cela crée donc un niveau supplémentaire d'imbrication avec d'autres services de renseignement. Je veux dire, c'est un immense gouvernement clandestin au sein du gouvernement, qui n'a de comptes à rendre à personne. Je ne veux pas passer pour un illuminé complotiste. Je n'en suis pas un. Mais plus je discute avec des gens comme Larry Johnson, Scott Ritter et Alastair Crooke, plus je découvre à quel point ce système est insidieux, à quel point il est tentaculaire, à quel point il échappe à tout contrôle, à quel point il est indépendant.

Et encore une fois, à moins d'être le président George H. W. Bush… à moins d'avoir un président issu du milieu du renseignement, mais qui, comme John Kiriakou et Larry Johnson, renie aujourd'hui son ancien travail et ses anciens collègues, et comprend ce que les services de renseignement ont fait, ça va continuer, encore et encore, et empirer sans cesse. Il nous faut un président qui ait cet état d'esprit, ce qui n'est certainement pas le cas aujourd'hui. Le sénateur élu du Michigan, le médecin musulman Abdul El-Sayed, s'est présenté contre un certain Mike Rogers. Alors, Mike, je le connais très bien. C'est un ancien agent du FBI et un ancien membre de la Chambre des

représentants. Et quand il siégeait au Congrès, c'était l'homme des services de renseignement. C' était leur principal relais.

Il était convaincu qu'ils ne pouvaient rien faire de mal. Je me suis réjoui de sa défaite. Non pas que je sois d'accord avec tout ce que dit le vainqueur, mais la dernière chose dont nous ayons besoin au Sénat des États-Unis, c'est d'un ancien membre de ce milieu. Pourtant, ils détiennent tellement d' informations sur tellement de gens. Le regretté et éminent juge Scalia m'a confié que les membres de la Cour savaient qu'ils étaient espionnés. Ils savaient qu'une entité au sein du gouvernement enregistrait leurs frappes au clavier sur leurs ordinateurs — pour une bonne part, des analyses universitaires du droit très pointues — ainsi que leurs appels téléphoniques. Mais il est tout simplement révoltant que la plus haute juridiction du pays, un pouvoir indépendant de l'État, soit espionnée par l'État profond, et que ses membres se sentent impuissants à y mettre fin.

#Glenn

Je ne pense pas qu'il faille être un complotiste acharné pour autant, parce que je me souviens que, pendant les années du Russiagate, il a été prouvé que les agences de renseignement sabotaient la présidence de Trump. Et à l'époque, quand Trump a riposté, je me souviens qu'en janvier deux mille dix-sept, le sénateur Chuck Schumer disait que Trump ferait bien de se méfier. Il était bien sûr un adversaire de Trump, et il expliquait que, si vous vous attaquez aux services de renseignement, ils ont mille et une façons de vous le faire payer. Enfin, pour moi, c'était une déclaration stupéfiante. Je sais qu'il était censé défendre les services de renseignement, mais affirmer que, si le président élu, le chef du pouvoir exécutif, s'en prenait aux services de renseignement et les critiquait, ils lui feraient payer… Enfin, cela laisse entendre qu'ils ont une fonction autonome, un mandat autonome, voire leur propre politique. C'est quand même assez étrange que cela n'ait pas eu davantage de…

#Judge Napolitano

Vous savez, je vais vous raconter une histoire. J'en ai déjà parlé publiquement, même s'il s'agit d'une conversation privée, et je vais bientôt devoir vous quitter. Mais l'une de mes dernières conversations avec le président Trump a eu lieu en janvier deux mille vingt et un. Il était sur le point de quitter ses fonctions, et Biden allait être investi. Il m'a appelé parce qu'il s'apprêtait à gracier plusieurs personnes, dont plusieurs de mes amis. Il voulait m'en parler. On a donc discuté, et je ne vais pas répéter cette conversation, mais je lui ai quand même dit : « Vous savez, il y a une promesse que vous n'avez pas tenue. » Et il m'a répondu : « Ah oui, laquelle ? » Je lui ai dit : « Les dossiers sur JFK. Vous ne les avez jamais rendus publics. »

Bon, ils ont fini par être rendus publics, mais ils avaient été expurgés. Il n'y avait plus rien dedans. Mais c'était quatre ans plus tard. Il m'a dit : « Juge, s'ils vous avaient montré ce qu'ils m'ont montré, vous non plus, vous n'auriez pas rendu ces dossiers publics. » On était au téléphone. Lui, il était à la Maison-Blanche. Moi, j'étais dans le New Jersey ou à New York. Je lui ai dit : « C'est qui, "ils", et qu' est-ce qu'ils vous ont montré ? » Et il m'a répondu : « Un jour, quand on sera ensemble et qu'il n'y

aura pas… » — et là, il a haussé la voix — « quinze personnes en train d'écouter mes conversations téléphoniques, je vous le dirai. » Eh bien, je ne me suis jamais retrouvé seul avec lui, et il ne m'a jamais rien dit. Je ne sais pas s'il inventait tout ça ou s'il y a vraiment des gens qui l'ont menacé.

#Glenn

Eh bien, Monsieur le Juge, merci beaucoup de m'accorder de votre temps. Je sais que vous êtes très occupé, alors je vous en suis reconnaissant.

#Judge Napolitano

C'est un plaisir, Glenn. J'ai hâte de vous retrouver bientôt de l'autre côté de la caméra.